



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

**FOURNITURE ET LIVRAISON D'UN DEBUSQUEUR FORESTIER D'OCCASION ET
PRESTATIONS ASSOCIEES – LOT UNIQUE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN
(passé en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 du Code de la commande publique)

MARCHE PONCTUEL n°2025-8540-01

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison d'un débusqueur forestier d'occasion pour l'agence travaux Seine-Nord, Office National des Forêts, Direction Territoriale Seine-Nord.

Il est également prévu la reprise d'un matériel, celui-ci est détaillé au cctp.

Pouvoir adjudicateur

Office National des Forêts
Direction Territoriale Seine-Nord
Boulevard de Constance
77300 Fontainebleau

Personne signataire de l'accord cadre

La personne signataire du marché est Madame Véronique BORZEIX, Directrice Territoriale de la DT Seine-Nord de l'Office National des Forêts.

SOMMAIRE

1	IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	4
1.1.	POUVOIR ADJUDICATEUR.....	4
1.2.	PERSONNE EN CHARGE DE L'EXECUTION ET DU SUIVI DU MARCHE	4
1.3.	PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS AUX ARTICLES R.2191-60 ET R.2191-61 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE (NANTISSEMENTS OU CESSIONS DE CREANCES)	4
1.4.	SERVICE AUPRES DUQUEL DES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE TECHNIQUE PEUVENT ETRE OBTENUS .	4
1.5.	COMPTABLE ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS.....	4
2	OBJET DU MARCHE – PROCEDURE.....	4
2.1.	OBJET DU MARCHE.....	4
2.2.	PROCEDURE	5
2.3.	CLASSIFICATION CPV	5
3	CARACTERISTIQUES DU MARCHE	5
3.1.	FORME DU MARCHE.....	5
3.1.1.	Décomposition en lots.....	5
3.1.2.	Modalités d'attribution du marché.....	5
3.1.3.	Modalités d'attribution des bons de commandes	5
3.2.	DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION.....	5
3.3.	PRESTATIONS SIMILAIRES.....	5
3.4.	VARIANTES ET/OU PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	5
4	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE	6
5	CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE.....	6
5.1.	CORRESPONDANT PERMANENT DE L'OFFICE NATIONAL DES FORETS	6
5.2.	PASSATION DES COMMANDES	7
5.2.1.	Commandes	7
5.3.	CONTENU DES PRESTATIONS	7
5.4.	DELAI DE LIVRAISON.....	7
5.5.	MODALITES DE LIVRAISON DU MATERIEL – DOCUMENTATION	7
5.6.	OPERATIONS DE VERIFICATION – DEROULEMENT DES OPERATIONS DE VERIFICATION – DECISIONS APRES VERIFICATION	8
5.7.	ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION, REJET	8
5.8.	MAINTENANCE DES PRESTATIONS	8
5.9.	GARANTIE.....	8
6	PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT	9
6.1.	UNITE MONETAIRE	9
6.2.	FORME ET CONTENU DES PRIX.....	9
6.3.	VARIATION DANS LES PRIX	9
6.4.	MODALITES ESSENTIELLES DE PAIEMENT	9
6.4.1.	Avance.....	9
6.4.2.	Acomptes.....	10
6.4.3.	Facturation	10
6.4.4.	Dématérialisation des factures.....	10
6.4.5.	Délai global de paiement	10
6.4.6.	Nantissement ou cession de créance.....	11
7	PENALITES.....	11
7.1.	PENALITES POUR RETARD DE LIVRAISON.....	11
7.2.	MODALITES DE MISE EN ŒUVRE	12
7.3.	RETARD IMPUTABLE A L'ONF	12
7.4.	PENALITES POUR NON-CONFORMITE DES FORMALITES RELATIVES AU TRAVAIL DISSIMULE	12
8	DROIT, LANGUE	12
9	ASSURANCE.....	12

10	PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT	13
11	PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL	13
11.1.	TRAVAILLEURS ETRANGERS.....	13
11.2.	TRAVAIL CLANDESTIN.....	13
11.2.1.	<i>Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes.....</i>	13
12	PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR.....	13
13	RESILIATION DU MARCHE	13
14	DEROGATION AU CCAG-FCS	14

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est l'Office National des Forêts, Direction Territoriale Seine-Nord, Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 01453, dont le siège est basé boulevard de Constance - 77300 FONTAINEBLEAU.

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi du marché

La personne en charge de l'exécution et du suivi du marché est :

Monsieur Tadeusz PACZKOWSKI - Responsable d'exploitation forestière
Unité d'exploitation forestière – rue Francisco Ferrer – 78210 Saint-Cyr l'Ecole
Tél : 06.19.45.24.88 / tadeusz.paczkowski@onf.fr

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

La personne habilitée à donner les renseignements d'ordre juridique ou administratif est :

Monsieur Antony ALVINO - Acheteur
Boulevard de Constance – 77300 Fontainebleau
antony.alvino@onf.fr

1.4. Service auprès duquel des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

La personne habilitée à donner des renseignements d'ordre technique est :

Monsieur Tadeusz PACZKOWSKI - Responsable d'exploitation forestière
Unité d'exploitation forestière – rue Francisco Ferrer – 78210 Saint-Cyr l'Ecole
Tél : 06.19.45.24.88 / tadeusz.paczkowski@onf.fr

1.5. Comptable assignataire des paiements

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable Secondaire au sein de la direction territoriale.

2 OBJET DU MARCHÉ – PROCEDURE

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison d'un débusqueur forestier d'occasion et des prestations associées pour l'agence travaux Seine-Nord, Office National des Forêts, Direction Territoriale Seine-Nord.

L'exécution de ce marché est régie par les Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (C.C.A.G.-F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

2.2. Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2 du code de la commande publique.

2.3. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

16000000-5	Machines agricoles
------------	--------------------

3 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

3.1. Forme du marché

Le marché concerne un marché un marché ordinaire de fourniture, traité à prix global et forfaitaire, non fractionné.

3.1.1. Décomposition en lots

La consultation comporte un lot unique.

Par application de l'article L.2113-11 du code de la commande publique, la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

3.1.2. Modalités d'attribution du marché

Le marché est attribué à un unique prestataire.

3.1.3. Modalités d'attribution des bons de commandes

Sans objet.

3.2. Durée du marché et délai d'exécution

Le marché prend effet à compter de la date d'émission du bon de commande jusqu'à la fin de la période de garantie du matériel. Le délai maximum de livraison est fixé à 6 semaines.

Si le délai proposé par le titulaire dans son offre est inférieur au délai maximum, le délai à prendre en compte sera celui-ci.

3.3. Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra recourir aux modifications des marchés (art R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique), aux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires (art R.2122-7 du code de la commande publique).

3.4. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Les variantes sont autorisées.

Les candidats peuvent présenter une solution « variante » consistant à fournir une proposition d'optimisation technique entraînant un gain de productivité relatif à l'usage du débusqueur et aussi financier par la présentation d'un matériel dit d'occasion et ce, dans le respect des conditions suivantes :

- Il convient de répondre **obligatoirement** à l'offre de base. En l'absence d'offre de base, l'offre de variante sera considérée comme irrégulière et non analysée.

- Il n'est autorisée **qu'une seule proposition de variante**, en cas de proposition de plusieurs variantes, cela rend toutes ces dernières irrégulières et elles ne seront pas analysées.
- Il n'est pas possible de proposer une offre technique équivalente à l'offre de base (technologie à treuil), la variante doit porter sur une optimisation technique visant un gain de productivité ;
- La variante proposée devra porter uniquement sur **un matériel dit d'occasion** pour l'optimisation financière.

Il est attendu que les candidats veillent particulièrement à présenter de manière explicite et transparente la proposition de variante en suivant les prescriptions suivantes :

- Il est impératif de remplir les éléments constitutifs de la variante dans les documents de la consultation prévus à cet effet : acte d'engagement, décomposition du prix global et forfaitaire, cadre de mémoire technique et notamment les aspects techniques en découlant dans ce dernier document par rapport à la solution de base.
- Le cas échéant, tout document ou information complémentaire permettant la bonne compréhension de la proposition.

Par ailleurs, les stipulations de l'acte d'engagement et du cahier des clauses administratives particulières sont intangibles et ne peuvent faire l'objet d'une présentation de variante.

Il n'est pas prévu de prestations supplémentaires éventuelle.

4 DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ

En application de l'article 4-1 du CCAG-FCS, les documents contractuels constitutifs du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont l'exemplaire original, conservé dans les archives de l'ONF, fait seule foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'ONF, fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, désigné ci-après CCAG-FCS ;
- Le cadre de mémoire technique (cmt) et ses annexes ;

A noter, le CCAG-FCS étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

5 CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ

5.1. Correspondant permanent de l'Office National des Forêts

Le correspondant permanent de l'ONF **Monsieur Tadeusz PACZKOWSKI, Responsable d'exploitation forestière** à la Direction Territoriale SEINE NORD, qui restera l'interlocuteur durant l'exécution du marché.

5.2. Passation des commandes

5.2.1. Commandes

La commande est faite par l'émission d'un bon de commande. Aucune prestation ne doit être effectuée sans bon de commande.

Le bon de commande indique :

- l'identification des contractants ;
- la référence du présent marché : 2025-8540-01 ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- la désignation des prestations ;
- la quantité prévisionnelle ;
- le montant hors taxe ;
- le lieu de livraison.

5.3. Contenu des prestations

Conformément à l'article 19.3 du CCAG-FCS les risques afférents au transport ainsi que les opérations de conditionnement, d'emballage, de chargement, d'arrimage et de déchargement incombent au titulaire du marché.

Les fournitures doivent être livrées convenablement emballées par le titulaire de manière à ce que les marchandises puissent supporter, sans dommage, les risques inhérents au transport.

Le titulaire est tenu de transmettre les consignes de livraison aux prestataires qui effectueront pour son compte la livraison et de prévoir le personnel nécessaire pour son exécution.

5.4. Délai de livraison

Le délai de livraison annoncé par le fournisseur court à partir de la date d'accusé de réception de la commande.

L'écoulement du délai s'interrompt quand le titulaire prévient officiellement le service ONF, que le matériel est prêt et disponible à compter de ce même jour.

En cas de non-respect du délai contractuel par le titulaire, celui-ci se verra appliquer des pénalités prévues à l'article 8 ci-dessous.

5.5. Modalités de livraison du matériel – documentation

La livraison du matériel s'effectuera à l'adresse suivante au 1 rue Saint-Hubert à Montgeron (lundi au vendredi de 8h00 à 16h00).

La livraison du matériel s'effectuera selon les dispositions suivantes :

Le matériel sera livré conforme aux spécifications techniques, en état de marche, conforme à la commande et aux spécifications demandées ;

Le matériel est mis à la disposition des représentants de l'ONF, dans les délais prévus à l'adresse du service destinataire indiquée sur le bon de commande.

Le service destinataire est avisé par tout moyen de la livraison du matériel.

Le matériel livré devra comprendre à la livraison :

- Un manuel d'utilisation rédigé en Français ;
- Un carnet d'entretien à jour ;
- La liste des concessionnaires agréés de la marque.

Le titulaire est réputé connaître et accepter toute contrainte de nature à affecter les opérations de livraison. Tout dégât causé lors de la livraison sera supporté par le titulaire.

Celui-ci devra s'assurer que l'entreprise qui effectue la livraison, le cas échéant, possède les assurances requises.

5.6. Opérations de vérification – déroulement des opérations de vérification – décisions après vérification

Les vérifications qualitatives seront effectuées sur le site de livraison à l'Office National des Forêts.

Par dérogation à l'article 28 du CCAG-FCS, Les opérations de vérifications porteront sur la conformité du matériel par rapport aux prescriptions techniques stipulées ainsi que la qualité technique apparente. Celles-ci porteront également sur les documents associés tels que visés au présent CCA, ces opérations s'effectueront dans un délai de 8 jours calendaires maximum.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

5.7. Admission, ajournement, réfaction, rejet

Les conditions d'admission, d'ajournement, de réfaction et de rejet du matériel seront prononcées conformément aux dispositions du CCAG FCS.

5.8. Maintenance des prestations

Il n'est pas prévu de maintenance dans le cadre de ce marché.

5.9. Garantie

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG-FCS, le matériel fait l'objet d'une garantie minimale de 6 mois. Si le délai proposé par le titulaire est supérieur à 6 mois, il convient de prendre en compte le délai proposé par celui-ci dans son offre.

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale de 6 mois. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation de la prestation ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux. Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour l'acheteur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par les documents particuliers du marché ou, à défaut, par décision de l'acheteur après consultation du titulaire.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

6 PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT

6.1. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est l'euro.

6.2. Forme et contenu des prix

Le présent marché est traité à prix forfaitaire

Les prix sont fixés dans la décomposition du prix global et forfaitaire (fourniture et livraison du matériel)

Tous les prix sont exprimés hors TVA.

Les différents prix et réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant les prestations prévues dans le présent marché.

6.3. Variation dans les prix

6.3.1 Actualisation des prix :

Le prix est ferme, actualisable.

Celui-ci sera actualisé uniquement dans l'hypothèse où un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre la date de signature de l'offre par le Titulaire (m_0) et la date effective de livraison.

Ces dates sont définies comme suit :

m_0 = date de signature de l'offre par le titulaire, telle que figurant dans l'acte d'engagement devenu contractuel ;

m = date de livraison fixée dans le bon de commande

cette actualisation sera effectuée par application, au prix du marché, de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \times \frac{Im - 3 \text{ mois}}{Im_0}$$

Dans laquelle :

P = prix actualisé HT ;

P_0 = prix global et forfaitaire initial HT ;

Im = valeur du dernier indice connu à la date de livraison prévue au bon de commande;

Im_0 = valeur du dernier indice connu à la date de remise de son offre par le titulaire (m_0).

Cette actualisation ne peut avoir lieu qu'une seule et unique fois, en début de marché.

L'index de référence I , publié(s) par l'INSEE est le suivant : Indice mensuel des prix d'achat des moyens de production agricole (IPAMPA) – tracteurs base 100 en 2020 – Données brutes – Identifiant 010777513.

6.3.2 révision des prix :

Les prix ne seront pas révisés.

6.4. Modalités essentielles de paiement

6.4.1. Avance

Les dispositions du code de la commande publique s'appliquent.

6.4.2. Acomptes

Des acomptes pourront être versés conformément aux dispositions des articles R.2191-20 à 23 du code de la commande publique et ce, à partir d'un mois suivant le démarrage des prestations.

Le montant du ou des acomptes n'excédera jamais la valeur des prestations auxquelles il(s) se rapporte(nt). Le solde du marché sera versé après une complète exécution de la prestation.

Le montant de l'acompte ou du solde est diminué, s'il y a lieu, des sommes dont le titulaire peut être débiteur envers l'ONF au titre du marché, notamment du montant des pénalités. Les acomptes seront présentés dans les conditions fixées à l'article relatif à la facturation ci-dessous.

6.4.3. Facturation

Les demandes de paiement seront envoyées de façon impersonnelle à l'ONF **de façon dématérialisée, obligatoirement via la plateforme Chorus Pro, dans les conditions précisées ci-après.**

Les factures comportent les informations suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro du présent marché : **2025-8540-01** ;
- les références du bon de commande afférent : (n° en **45xxx** indiqué sur le bon de commande) ;
- le nom du service destinataire ;
- le SIRET de la DT de l'ONF : 662 043 116 01453 ;
- le détail des prestations réalisées, objet de la facturation ;
- la ou les dates de réalisation des prestations
- les prix HT, TTC et la TVA ;
- les modalités de règlement (référence du compte postal ou bancaire du titulaire) ;
- la date d'établissement de la facture.

Les factures ne respectant pas ce formalisme seront rejetées par l'ONF.

Le titulaire ne pourra émettre les factures qu'à partir d'un seul numéro de SIRET, identifié dans l'encart « C1 - Contractant » de l'acte d'engagement.

6.4.4. Dématérialisation des factures

En application des dispositions de l'article L.2192-1 du Code de la commande publique, la transmission des factures s'effectue obligatoirement de manière électronique et sécurisée via le portail CHORUS Pro disponible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les informations nécessaires pour le portail Chorus Pro sont les suivantes :

- Numéro de marché :

Marché enregistré dans le logiciel SAP, sous format 460000XXXX.

- Numéro d'engagement juridique :

Bon de commande crée dans SAP et signé par l'ONF sous format 4500XXXXX.

- Numéro d'identification :

662 043 116 01453 pour le siège de l'ONF ou le SIRET mentionné sur le bon de commande si différent.

- Numéro de service exécutant :

Ce numéro n'existe pas pour l'ONF.

6.4.5. Délai global de paiement

Le paiement des sommes dues au titulaire du marché sera effectué par le comptable assignataire de l'ONF par virement sur le compte bancaire ou postal du titulaire qui fournira un relevé d'identité bancaire du compte sur lequel seront effectués les paiements.

Le délai global de paiement du présent marché est fixé à 60 jours.

Ce délai court à compter de la date de réception de la facture.

Le délai global de paiement sera automatiquement suspendu :

- si le Titulaire adresse sa demande de paiement à une autre adresse que celle fixée à l'article "facturation" du présent marché,
- si la facture comporte des prix différents de ceux prévus au marché ou des erreurs ou incohérences ne permettant pas son règlement,
- si le contrôle de la prestation, prévu dans le présent CCAP, n'a pas donné lieu à une admission.

Dans ce cas, une notification sera faite au Titulaire précisant les motifs s'opposant au paiement et les justificatifs complémentaires à fournir.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise de la totalité des justifications réclamées.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre, de plein droit, le versement d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le retard de paiement donne également lieu au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, d'un montant de 40 euros.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant ci-dessus, le Titulaire peut demander au représentant du pouvoir adjudicateur une indemnisation complémentaire, sur justification.

6.4.6. Nantissement ou cession de créance

Le Titulaire pourra céder ou nantir sa créance, en partie ou en totalité, dans le respect des dispositions prévues aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique.

7 PENALITES

7.1. Pénalités pour retard de livraison

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé par le fait du titulaire du marché, ce dernier encourt, sans mise en demeure préalable, la pénalité suivante :

500 € jour par calendrier de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 50 €.

Si les retards se prolongent au-delà de 60 jours ouvrés, le représentant du pouvoir adjudicateur peut annuler la commande relative à la prestation non réalisée. L'annulation de la commande ne fait pas obstacle à l'application des pénalités de retard.

Les retards imputables à des faits ne pouvant être contrôlés par le titulaire, tels que des grèves, des émeutes, des cataclysmes ne pourront être retenus à son encontre et une prolongation des délais d'exécution sera automatiquement accordé(e), pour une durée égale au retard imputable à l'établissement.

7.2. Modalités de mise en œuvre

Quelle que soit la cause des pénalités, les réfections et toutes mesures modifiant les prix des soumissions seront retenues sur les factures suivantes.

Si elles n'étaient pas appliquées dans ces conditions, l'ONF pourrait les recouvrer par toutes voies de droit.

Les pénalités sont cumulables.

Si le titulaire se trouve dans l'impossibilité de respecter les délais contractuels, il lui incombe de signaler au représentant du pouvoir adjudicateur avant l'expiration de ces délais, les causes n'étant pas de son fait et qui font obstacle à l'exécution du marché.

7.3. Retard imputable à l'ONF

Lorsque le retard dans l'exécution est imputable à l'ONF, le délai d'exécution est automatiquement prolongé d'une durée égale à ce retard n'entraînant aucune pénalité pour le titulaire.

7.4. Pénalités pour non-conformité des formalités relatives au travail dissimulé

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, il pourra lui être appliqué, après mise en demeure restée sans effet, une pénalité journalière de 100 € HT, dans la limite des amendes encourues, en application des articles L8224-1, L8224-2 et L8224-5, et de 10 % du montant du marché.

8 DROIT, LANGUE

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le présent CCAP seront réglées conformément aux prescriptions du Code de la Commande Publique.

Lorsqu'ils n'auront pu faire l'objet d'un règlement amiable entre les parties, les litiges survenus à l'occasion de l'exécution du présent marché seront de la compétence exclusive des juridictions administratives dans le ressort duquel le présent marché est exécuté.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française, dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Tous les échanges adressés à l'ONF doivent également être rédigés en français.

9 ASSURANCE

Le titulaire du marché doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeurera en cours de validité pendant la durée d'exécution du marché, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile professionnelle qu'il peut encourir, en cas de dommages corporels et/ou matériels, causés au personnel de l'ONF ou à des tiers, à ses biens propres et aux biens appartenant à l'ONF ou à des tiers, à l'occasion de la réalisation des prestations, objet du marché.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande de l'ONF, une attestation mise à jour par son assureur indiquant la nature, l'étendue et la durée de la garantie.

10 PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT

Sans objet.

11 PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire doit se conformer strictement :

- Aux lois, décrets, circulaires, et autres textes réglementaires se rapportant à l'emploi des travailleurs étrangers en situation irrégulière et aux règles d'emploi d'un salarié dans le secteur public,
- Aux textes législatifs et réglementaires en vigueur en matière de sécurité sociale, législation du travail, législation fiscale.

11.1. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

11.2. Travail clandestin

Le Titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage, tous les six mois durant l'exécution du marché, la pièce mentionnée aux articles D. 8254-2 à D.8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail et justifiant de la régularité de la situation de son entreprise en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire du marché s'engage sur l'honneur à justifier de la régularité de la situation de son entreprise au regard des articles L 143-3, L 143-5, et L 620- 3 du code du travail relatifs au travail clandestin.

11.2.1. Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion minimale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché seront conformes à la réglementation en vigueur.

12 PIECES ET ATTESTATIONS A FOURNIR

Conformément aux dispositions de l'article R2143-7 du code de la commande publique et des articles L8222-1 à L8222-3, R8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de **produire tous les six mois** et ce, de la notification jusqu'à la fin de l'exécution du marché, l'ensemble des documents exigés au titre des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du Code du travail.

Les documents seront à enregistrer sur la plateforme ACTRADIS du prestataire en charge de la collecte des documents exigés au titre de la lutte contre le travail dissimulé, directement sur le site à l'adresse : www.actradis.fr

13 RESILIATION DU MARCHE

Conformément à l'article 36 du CCAG-FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire.

14 DEROGATION AU CCAG-FCS

CCATP		CCAG-FCS	
Article	Libellé	Article	Libellé
3.5	Durée et prise d'effet	33	Résiliation pour motif d'intérêt général
7	Pénalités pour retard	14.1	Pénalités pour retard
7.3	Variation dans les prix	10.1	Règles générales
5.6	Opérations de vérifications	28	Déroulement des opérations de vérifications
5.8	Maintenance	32	Maintenance
5.9	Garantie	33	Garantie